



Ressources sur la non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

75, square Sir-Georges-Étienne-Cartier, bureau 108, Montréal, QC, H4C 3A1

514-504-5012 — crnv@nonviolence.ca — www.nonviolence.ca

Volume 15 > Numéro 2

Automne 2025

L'environnement attaqué

Auteur: Ugo Lachapelle

Cet été, beaucoup ont voyagé au pays pour de belles vacances pour, notamment, profiter du paysage et de la nature que l'on retrouve ici, autant au Québec qu'au Canada. Or, l'environnement près de nous est attaqué par des projets qui ne promeuvent pas la conservation et surtout l'intégration de l'environnement dans les politiques gouvernementales. Deux projets retiennent actuellement l'attention : d'un côté, le projet de loi 93 sur l'agrandissement de Stablex au provincial québécois; de l'autre, Chalk River au fédéral canadien.

Stablex et le projet de loi 93

Stablex est une entreprise sous contrôle américain établie au Québec il y a un peu plus de 40 ans. Elle offre des services de gestion de résidus industriels non-organiques et de sols contaminés. Le **projet de loi 93**, lui, désormais en vigueur depuis le 28 mars dernier sous le nom de « Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville », a pour but de transférer la propriété d'un bâtiment et d'un vaste terrain adjacent qui appartenait à la ville de Blainville au gouvernement québécois pour permettre l'agrandissement des zones d'enfouissement utilisées par Stablex.

L'état de la situation et enjeux

Le projet de loi a été adopté sous bâillon, c'est-à-dire en mettant un terme brutalement aux débats du parlement, le 28 mars dernier, puis immédiatement sanctionné; la loi est donc actuellement en vigueur. Cette adoption s'est faite alors même que le *Bureau d'audiences publiques sur l'environnement* (BAPE) a recommandé ne pas aller de l'avant avec le projet, que la ville de Blainville aussi s'y opposait. Encore plus particulier: cette loi a été adoptée spécifiquement au profit d'une entreprise, alors même que la documentation sur les besoins manquent selon le BAPE.

L'enjeu au cœur de toute cette situation est le territoire dit « la cellule no 6 ». Elle est écologiquement très riche, avec la présence de bonnes tourbières, grands puits de *séquestration de carbone* et un *milieu propice pour de nombreuses espèces animales et végétales en danger d'extinction*. D'où l'importance de protéger ce territoire.

Actions pour s'opposer au projet

Même si la loi a passé, ça ne veut pas dire que l'on ne peut plus rien faire pour s'opposer au projet. Le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) maintient un dossier sur la situation. La ville de Blainville, ouvertement opposée au projet, maintient elle aussi un dossier. Ils sont disponibles sur leurs sites web respectifs.

La ville de Blainville, d'ailleurs, a annoncé le 13 mai dernier préparer une séance d'information publique avec le Ministère de l'Environnement *et al.* et la Direction de la Santé publique régionale. S'y présenter peut montrer au gouvernement l'inquiétude générale de la population et son soutien à l'environnement. La ville encourage aussi ses citoyens à communiquer leur amour du territoire et de l'environnement et publie les initiatives individuelles et de groupe sur leur site web.

Enfin, la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM) prévoit une étude « sur la gestion des matières dangereuses dans la grande région de Montréal », laquelle commencera en automne prochain, avec une consultation publique qui aurait lieu au printemps 2026.

Section Stablex sur le site de la ville de Blainville : <https://blainville.ca/ville/administration-municipale/foire-aux-questions-sur-le-projet-de-loi-93>

Chalk River

Chalk River est d'abord le nom d'une petite communauté dans le comté de Renfrew. C'est aussi le nom donné au laboratoire de recherche sur le nucléaire situé au même endroit. Enfin, c'est le nom donné au projet de site d'enfouissement de déchets nucléaires dans le même secteur. Ce site est développé par le gouvernement fédéral pour permettre l'enfouissement de ces déchets, dont certains viendraient de l'étranger.

L'état de la situation et enjeux

Le projet a été annoncé il y a maintenant plus de 10 ans, mais il y a eu quelques développements au cours de cette année. Tout d'abord, une coalition citoyenne a été déboutée par la cour fédérale dans leur opposition au développement du site; le Ralliement contre la Pollution radioactive, membre de cette coalition, étudie la possibilité de porter la décision en appel. D'un autre côté, plus positivement, la communauté Anishinabe de Kebaowek a obtenu gain de cause quant au non-respect des obligations du gouvernement quant aux consultations avec ladite communauté concernant le projet. Enfin, il y a d'autres procédures judiciaires en cours sur le projet.

Actions pour s'opposer au projet

La communauté Anishinabe Kebaowek maintient un site web bien développé sur le sujet du site d'enfouissement, « Stop Nuclear Waste »; vous pouvez le visiter, en anglais à l'adresse fournie plus bas. De plus, leur site offre une liste d'organismes locaux où s'informer sur le sujet et participer à l'effort contre le projet. Enfin, il reste des actions en cours à terminer.

Stop Nuclear Waste : <https://www.stopnuclearwaste.com/>

NOUVELLES BRÈVES



Par Charlotte Côté



Chaque année, le 30 septembre marque la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. C'est une occasion importante de reconnaître les conséquences intergénérationnelles des pensionnats autochtones et de rendre hommage aux enfants disparus, à leurs familles ainsi qu'aux survivant.es. C'est aussi une occasion de réfléchir sur la façon dont l'esprit des pensionnats survit dans le système de protection à l'enfance, et de réaffirmer le droit des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'exercer leur compétence sur les services à l'enfance et à la famille¹. La couleur orange associée à cette journée représente un symbole de solidarité. C'est aussi une occasion renouvelée pour les personnes non-autochtones de s'engager activement dans un processus d'apprentissage, de déconstruction et de solidarité.

Trousse d'outils pour les allié-es aux luttes autochtones

reseau.mtl.network.com/publication/trousse-alliees/

Ressource conçue pour outiller les personnes et groupes allochtones à mobiliser leurs privilèges afin d'écouter activement, transformer les rapports de pouvoir et poser des gestes concrets vers la Réconcili-Action.

Oser s'en parler

Série de baladodiffusions et banque de ressources pour déconstruire le malaise colonial canadien et le racisme systémique. L'initiative amplifie les voix autochtones et outille les allochtones à agir concrètement pour la Réconciliation.

Espaces autochtones, Radio Canada

Cette plateforme met à la disposition des baladodiffusions, des séries télé, des reportages et autres contenus sur les réalités autochtones.

Commission de vérité et réconciliation du Canada

Les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) constituent une feuille de route essentielle pour réparer les torts causés par les pensionnats et bâtir des relations justes entre les peuples autochtones et non autochtones.

Retrouvez d'autres ressources proposées par l'équipe sur nonviolence.ca/verite-reconciliation-ressources

¹ Centre de collaboration nationale de la santé autochtone (CCNSA). "Les enfants autochtones et le système de protection de l'enfance au Canada." 2017. *Santé des enfants, des jeunes et des familles*.

AILLEURS

À Gaza, nous assistons à l'anéantissement délibéré et systématique d'une population civile, ainsi que des écosystèmes qui rendent sa (sur)vie possible. La guerre génocidaire menée par Israël, avec le soutien militaire, financier et technologique des puissances occidentales, met en lumière les liens profonds entre domination coloniale, violence armée et dévastation environnementale.

De nombreux experts dénoncent un écocide en cours: la destruction intentionnelle de l'environnement utilisée comme arme de guerre, tant à Gaza qu'en Cisjordanie. L'armée israélienne instrumentalise la soif et la faim comme moyens de contrôle et de punition collective. L'air, l'eau et les sols sont délibérément pollués, tandis que les infrastructures vitales – stations d'épuration, réseaux électriques, puits, hôpitaux, routes, bâtiments et dépôts de carburant – sont systématiquement ciblées. À cela s'ajoutent des pratiques de guerre chimique, compromettant toute possibilité de survie à long terme.

Le peuple palestinien, à Gaza et en Cisjordanie, subit de manière disproportionnée les conséquences écologiques d'un système militaro-industriel qui le prive de souveraineté sur ses terres, ses ressources et son avenir. La Palestine nous oblige à voir clair: la justice climatique ne peut être dissociée de la justice sociale et anticoloniale. Elle révèle les failles de nos engagements, et appelle à une solidarité qui défend le vivant partout, sans hiérarchie des vies. Quand nos institutions abandonnent leurs idéaux face à un génocide retransmis en temps réel et que l'indifférence des puissants se fait complice des pires crimes, l'union de personnes ordinaires témoigne que la justice n'est pas une promesse abstraite, mais un horizon à bâtir ensemble. Rendez-vous sur notre site internet (nonviolence.ca) pour lire une série de 3 articles qui mettent en lumière les actions concrètes de la Coalition de la Flottille de la Liberté. Ce réseau populaire navigue à répétition de manière non-violente et en accord avec le droit international pour défier le blocus israélien illégal imposé à Gaza.



Le CSJR offre prochainement :

L'atelier Guérison des mémoires, du 17 au 19 octobre 2025, à Trois-Rivières, pour toute personne désireuse de relire sa vie dans une perspective réparatrice. Participez à une fin de semaine pour avancer sur son chemin de guérison en groupe dans un cadre sécuritaire et bienveillant.

Inscriptions en cours :

<https://csjr.org/guerisondesmemoires/>

REPENSER LA PAIX À L'ÈRE DES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES



Par Nesmah Mansoor & Charlotte Côté

Depuis les années 2000, la notion de «sécurité climatique» désigne les liens croissants entre les perturbations environnementales liées au dérèglement climatique et les risques de conflits, en particulier dans les régions où les ressources naturelles sont déjà sous pression. Les manifestations concrètes de cette instabilité – pénurie d'eau, appauvrissement des sols, catastrophes naturelles, exodes forcés – affectent profondément les sociétés. Mais ce sont également les décisions, omissions et priorités politiques en matière de gestion des ressources et de l'environnement qui contribuent aux conflits et aux migrations dans un contexte de chocs climatiques.

À travers le monde, des exemples concrets illustrent l'interconnexion profonde entre justice climatique et justice sociale. En Palestine, la sécheresse et la politique de strangulation territoriale de l'occupation israélienne aggravent les pénuries d'eau. Au Canada, les feux de forêt et les politiques extractives affectent gravement la santé des communautés autochtones. Ailleurs, de l'Afrique de l'Est, au Brésil, en passant par les îles Salomon, la concurrence pour des ressources naturelles qui se raréfient, combinée à des mauvaises politiques de gestion, accentuent les divisions sociales et compromettent la sécurité des populations.

Le nexus conflit & environnement au Yémen

Partout, les changements climatiques, mais également les choix politiques sur les ressources, provoquent déplacements, insécurité, et ruptures sociales. Au Yémen, plus d'une décennie de guerre brutale a affaibli les institutions étatiques, détruit les infrastructures essentielles et généré des insécurités multidimensionnelles majeures (alimentaires, sanitaires, énergétiques). Le conflit armé et la détérioration de l'environnement forment un engrenage où chaque phénomène intensifie l'autre, le tout exacerbé par la crise climatique. Ce cercle vicieux compromet les perspectives de paix durable et les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables, d'autant plus que le cessez-le-feu conclu au Yémen en 2022 reste fragile.

Depuis 2015, les attaques ciblées contre les raffineries, les ports et les infrastructures vitales (réseaux d'aqueducs, centrales électriques, etc.) ont détruit l'environnement et compromis l'accès aux services de base au Yémen. Une dégradation écologique alarmante (marées noires, pollution marine liée aux eaux usées non traitées, et pêche non réglementée) menacent la santé publique et les moyens de subsistance côtiers. Les inondations de plus en plus fréquentes déplacent des mines antipersonnelles plantées par des groupes armés dans des zones agricoles ou de pêche, rendant ces territoires dangereux et inexploitable, ce qui accroît l'insécurité alimentaire et ravive les tensions intercommunautaires autour de ressources de plus en plus rares. Le croisement entre conflit armé et effondrement environnemental plonge les populations dans une précarité extrême, et, faute d'alternatives viables, les contraint parfois à recourir à la violence ou à l'exploitation non durable des ressources pour survivre. Au cœur de cette crise multidimensionnelle, les conséquences ne sont pas vécues de manière uniforme.

Multiplicateurs d'inégalités

Les changements climatiques aggravent les inégalités existantes et intensifient les violences basées sur le genre, surtout en contexte de conflit ou de catastrophe naturelle. Partout dans le monde, les normes patriarcales tiennent les femmes et les minorités de genre à l'écart des terres, des ressources et des décisions. Ces inégalités sont exacerbées par des facteurs tels que la classe, l'âge et l'appartenance ethnique, marginalisant particulièrement les femmes autochtones et rurales. Au Canada, les femmes autochtones qui défendent leurs territoires contre les projets extractifs sont criminalisées, et leurs savoirs écartés, alors que leurs communautés font face aux feux de forêt et à la contamination. Dans plusieurs régions du monde, alors les ressources se raréfient, les femmes ont la charge de parcourir de plus longues distances pour trouver eau, bois et nourriture. Au Sud du Yémen, le réchauffement des eaux prive les pêcheuses de leur gagne-pain près des côtes. Pour nourrir leurs familles, elles passent plus de temps en mer, au péril de leur sécurité.

Environnement, justice sociale et paix

Face à l'imbrication des enjeux climatiques, sociaux et sécuritaires et à l'approche de l'anniversaire de la plateforme de Pékin, d'innombrables bâtisseuses de paix à travers le monde appellent la communauté internationale à intégrer les enjeux environnementaux et de genre dans les processus de paix. Voici quelques unes des recommandations que les femmes yéménites de Peace Track Initiative et du Women Solidarity Network ont présenté au Conseil de sécurité des Nations Unies en mars 2025 à ce sujet :

Inclure les questions environnementales dans les processus de paix. Prévoir des mesures de restauration écologique, gestion de l'eau et prévention des catastrophes naturelles pour assurer une paix durable au Yémen.

Restaurer les écosystèmes dégradés. Le nettoyage des zones contaminées, le déminage et la reforestation sont essentiels pour reconstruire le pays et assurer la sécurité des populations.

Renforcer la gouvernance environnementale. Donner les outils et moyens aux autorités de contrôler la pollution et d'appliquer des normes strictes.

Sanctionner les destructions écologiques. Le Comité des Sanctions doit enquêter sur les attaques contre les infrastructures vitales en tant que potentiels crimes de guerre.

Soutenir les femmes dans la relance économique et sociale. Mettre en place des programmes de transferts monétaires, soutien aux petites entreprises, et de protection sociale adaptés aux réalités locales et environnementales.

Il n'y a pas de justice environnementale et climatique sans justice sociale. La paix durable en contexte de crise climatique, que ce soit au Yémen, au Canada ou ailleurs, dépend d'une gouvernance des ressources à la fois juste, durable et inclusive; c'est-à-dire construite avec et par les différentes populations concernées.



Vous souhaitez en savoir plus? Une liste de références est incluse dans l'article sur notre site web.

Ressources sur la non-violence > V15N2 > Automne 2025